

Comité technique ministériel - Devenir de l'INFOMA du 28 janvier 2021

Intervention FO Agriculture concernant la présentation sur le « devenir de l'INFOMA »

FO salue la richesse et la qualité de ce rapport, dont nous ne partageons cependant pas tous les éléments, et qui, bien que très détaillé, ne peut hélas pas exprimer toutes les facettes des deux sites de l'INFOMA.

Il faut en effet se rendre sur place pour mesurer, voire toucher et sentir, si j'ose dire, la pertinence des équipes, des équipements et de leurs implantations pour notre ministère technique.

Corbas et Nancy sont essentiels, tant pour la formation initiale que pour la formation continue des publics qu'ils accueillent.

Et puis, comme pour tout rapport, son champ d'observation s'arrête au jour de sa remise et de nouveaux paramètres contextuels sont aujourd'hui à prendre en compte.

Nous n'allons pas redévelopper ici les principaux atouts, points de vigilance et arguments que nous répétons depuis l'ouverture du dossier « devenir de l'INFOMA », notamment lors de notre audition, à l'occasion de notre courrier au ministre de l'agriculture du 3 décembre 2019 et lors de la CAP des TSMA des 20 et 21 novembre.

Nous tenons cependant à insister sur les enjeux, pour le public et les équipes en place, et souligner certains éclairages fournis par ce rapport :

Sur le point de vue fonctionnel et organisationnel

Réactivité, adaptabilité, efficacité, rapport qualité-prix sont des atouts majeurs de l'INFOMA, ils sont indispensables au regard des contraintes que connaît le ministère de l'agriculture. Ils sont étroitement liés à son statut « in house ».

Le renforcement de la formation initiale des TSMA T1 ou le déploiement des formations BREXIT, en sont les parfaites illustrations.

L'interdépendance et la complémentarité de la formation initiale et de la formation continue sont également des éléments prépondérants dans la réflexion à mener.

Hormis les rapports de la cour des comptes, nous, nous voyons dans ce rapport aucun argument qui justifierait de privilégier une autre option à celle du statu quo, au contraire nous y voyons tout l'argumentaire suffisant pour étayer cette proposition au premier ministre.

Sur le point de vue humain :

Le rapport présente les conséquences qu'auraient les différents scénarios sur la situation et la rémunération des personnels et les craintes légitimes que cela suscite.

Si ce rapport souligne la dynamique dont fait preuve l'INFOMA, il n'illustre pas pour autant les efforts considérables d'adaptation dont ont fait preuve les équipes pour répondre aux commandes successives.

Nous avons insisté, il y a un an, sur ces efforts et leurs conséquences éprouvantes sur les intéressés. Depuis, la crise Covid est venue bousculer une nouvelle fois les agents, qui pourtant une nouvelle fois ont fait face, mais qui, cette fois, ne sont plus en état de supporter un nouveau bouleversement quel qu'il soit.

Il est quoi qu'il en soit évoqué la disparition du poste de l'INFOMA hébergé à l'agence comptable de VetAgroSup pour laquelle nous demandons une attention toute particulière.

Et les TSMA dans tout ça :

Ce corps, toujours en première ligne pour la gestion de crise et de situations tendues pour des dossiers sensibles, est soumis à des pressions et remises en question permanentes. L'unité et l'esprit de corps, indispensables pour y faire face et s'adapter aux contraintes successives, ne doivent en aucun cas être fragilisés par une éventuelle réforme INFOMA.

Pour toutes ces raisons, **FO Agriculture** appelle une nouvelle fois l'administration à la plus grande prudence et à la responsabilité dans la gestion de ce dossier. Il y va bien sûr du devenir de l'INFOMA, mais aussi de la santé et de la carrière de ses personnels, ainsi que de la qualification des personnels du ministère, donc de l'intérêt des services et des usagers qu'ils servent.

A défaut d'un statu quo, toujours possible à nos yeux, nous demandons à être associés aux réflexions qui seront engagées pour la recherche de la solution la moins déstabilisante possible.

Pour **FO** les scénarios trois et quatre doivent déjà en être exclus.

Partant de là, **FO Agriculture** est tout aussi ouverte aux échanges, mutualisations, synergies et coopérations que l'est l'INFOMA.

Enfin, pour ce qui concerne les incertitudes énoncées concernant la viabilité du site de Nancy, nous ne voulons pas douter que les débats de cet après-midi, concernant la forêt, seront de nature à nous rassurer sur ce point, grâce notamment à une redynamisation des compétences et prérogatives dans ce domaine au sein de notre ministère.

Vos représentants **FO Agriculture**



Suivez toute l'actualité sur notre site : fo-agriculture.fr

